

**Société & Solidarités****ÉDUCATION**

Infirmières scolaires, trouver les maux derrière les mots

Ces professionnelles, déjà surchargées avec l'épidémie de Covid-19, pourraient se voir confier les tests de dépistage. Cela sonnerait la fin de leur mission, pourtant essentielle, auprès des élèves.

Voilà cinq ans que la vitre a été cassée. Toujours pas réparée. À la place, un panneau de contreplaqué, qui condamne la fenêtre. Pas idéal pour l'aération, en pleine épidémie de Covid-19... Les vieux stores verticaux, style années 1970, jaunis par l'usure et la crasse, sont eux aussi hors d'état. Et comme la vitre restante n'est pas opaque et le local situé au rez-de-chaussée, côté rue, difficile de respecter la confidentialité nécessaire aux examens médicaux. Surtout aux heures d'entrée et de sortie des élèves... « L'autre jour, pour examiner un enfant qui présentait des traces de coups, j'ai été obligée de chercher ailleurs un endroit protégé », raconte Samia, la quarantaine, infirmière scolaire à Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis. Sur la porte du local où elle exerce, l'étiquette « salle informatique » trahit des lieux qui ne sont pas forcément adaptés à ses besoins. À l'intérieur, devant des racks informatiques vides, un lit, puis une grande pièce qu'une table d'examen et un petit bureau peinent à remplir. Et rien d'autre : « On m'a enlevé les chaises », soupire Samia.

Cette simple visite (virtuelle, Covid oblige) donne une idée des conditions dans lesquelles Samia exerce au quotidien, entre

un collège de 700 élèves et les trois écoles qui s'y rattachent. Il faut y ajouter les 20 kg de matériel – appareils pour les examens de vue et d'audition, fichiers papier... – qu'elle doit trimballer partout avec elle, faute d'armoires fermant à clé, l'absence d'accès à un ordinateur ou même à une photocopieuse dans les écoles, la panne de l'ordinateur au collège qui n'a été réparé qu'au bout de trois mois... « C'est la misère, commente la professionnelle, on est sans arrêt empêché dans notre action. » Mis bout à bout, ces petits tracas du quotidien finissent par former un gros nuage noir qui grignote le moral, l'énergie, la volonté. Samia confie qu'elle a craqué, récemment : dix jours d'arrêt maladie et un ulcère. Le corps sait rappeler à l'ordre – même les plus solides. « Ce sont les jeunes qui nous font tenir, reprend Samia. Avec eux, il y a toujours un espoir, de la ressource, quelque chose qui les tient. Mais pour qu'ils puissent devenir des adultes qui tiennent la route, il leur faut quelqu'un qui les écoute au moment où ils en ont besoin. »

Moins d'une infirmière pour 1500 élèves

Toutes les infirmières scolaires ne travaillent pas dans les conditions que subit Samia. Heureusement. Mais parler avec elles de leur métier, c'est à chaque fois rencontrer la même passion. Les mêmes inquiétudes. Et la même colère, que la



crise sanitaire n'a fait que redoubler. Premier syndicat du secteur, le Snics-FSU a ainsi organisé, le 29 novembre, un « congrès extraordinaire » en visioconférence, pour permettre à ces professionnelles d'exprimer leurs inquiétudes, leurs revendications. Et, en congrès (ordinaire, cette fois) cette semaine, le syndicat n'exclut pas d'appeler à de nouvelles mobilisations. Saphia Guereschi, sa secrétaire générale, rappelait ainsi les données du problème, le 29 novembre :

« Nous sommes 7700 infirmières pour 12 millions d'élèves, et nous subissons un arrêt complet des créations de postes depuis 2017. » Un ratio de moins d'une infirmière pour 1500 élèves – alors qu'en 1994, un engagement arraché au ministre de l'Éducation nationale de l'époque, François Bayrou, promettait une infirmière pour 500 élèves.

Sandie exerce, elle, dans un collège de l'Hérault, auquel sont rattachées dix écoles. *« Ma journée type, c'est 7h45-17h15, avec 20 minutes de pause à midi. Et 50 consultations par jour en temps normal, en moyenne. »* Dans les écoles, les infirmières effectuent la visite médicale obligatoire de la 6e année et, sinon, interviennent seulement à la demande des enseignants. Mais, dans les collèges et lycées, leur travail est différent : outre un travail important d'éducation à la santé, il s'agit avant tout de répondre aux besoins et aux demandes des élèves. D'être à l'écoute. De trier, comprendre, orienter, traiter... Ce que, vu de l'extérieur, on résume un peu trop souvent sur le mode « infirmerie, refuge des tire-au-flanc et des pleureuses ». La caricature est facile, et surtout, elle est injuste, tant les infirmières scolaires sont indispensables à la bonne marche de tout établissement et à la réussite scolaire des élèves. *« À l'arrivée au collège, l'adaptation est parfois difficile, raconte Sandie, on a ce qu'on appelle des refus anxieux scolaires, ils pleurent, ils ne sont pas bien, il faut les motiver... On a les chutes, les blessures, les maux*

de tête ; les problèmes de harcèlement, les difficultés familiales ou sociales, celles liées à l'adolescence, aux changements corporels ; les problématiques liées à la sexualité : les complexes, la recherche du corps parfait, de la performance, leur rapport à la pornographie. On constate aussi que ces jeunes se parlent de moins en moins, sinon par écrans interposés, et cela n'aide pas à résoudre leurs problèmes. On doit les rassurer, leur apprendre à canaliser leurs émotions, leur expliquer le rôle des hormones... Cette relation d'aide, c'est environ un quart de nos consultations. » Ce que Samia résume d'une jolie formule : *« Il faut trouver les maux qui se cachent derrière les mots. »*

Un travail de fond que complètent des séances d'éducation à la santé... et que l'épidémie est venue remettre en cause. Samia a constaté, depuis mars, *« des problématiques plus lourdes : mal-être, idées noires, suicidaires – même en primaire – avec des passages à l'acte. Des relations familiales compliquées par le confinement : parents omniprésents car en télétravail, mais encore moins disponibles, séparations, violences conjugales... Il y a aussi l'aspect social, avec des parents qui affrontent de gros soucis financiers que les enfants reprennent à leur compte, avec des angoisses terribles, mais qui se cachent parfois derrière un simple mal de ventre... »* Si le rythme des consultations a un peu baissé, la durée de celles-ci s'allonge, car les situations sont plus complexes à détecter et à dénouer.

« Depuis mars, on n'a pu faire aucune séance d'éducation à la santé »

Autant dire que le surcroît de travail imposé par le Covid-19 et ses protocoles sanitaires changeants n'a rien arrangé. *« Quand on a un élève symptomatique il faut prévenir les parents, raconte Samia. Ensuite, il faut tracer les cas contacts avec la direction du collège, essayer de savoir qui portait le masque ou pas, s'assurer que les enfants ne reviennent pas au collège trop tôt quand ils sont cas contact... »* Première victime de cette surcharge : l'éducation à la santé. *« Normalement, on voit les classes 2 heures par an pour*



des séances d'éducation à la santé, explique Sandie. Depuis mars on n'a pu en faire aucune, tout est à l'arrêt. »

Dans un tel contexte, l'annonce par le ministère de la participation des infirmières scolaires à la campagne de tests en direction des personnels a fait l'effet d'une bombe. « *Ce n'est pas notre travail ! s'agace Sandie. Qui va s'occuper de nos élèves pendant ce temps-là ?* » Même interrogation pour Samia : « *D'autres – les ARS, les infirmières libérales... – peuvent le faire. Si on nous donne cette mission, qui accomplira la nôtre ? Qui s'occupera de nos jeunes ? Décider cela, c'est nier leurs besoins, leurs problématiques, c'est les nier en tant que personnes !* » Pour Sandie, ce projet est une préfiguration des réformes en préparation : « *Les tests, c'est une mission de santé publique. Nous la confier, c'est préparer la réforme qui est en attente depuis quelque temps. On veut soit nous intégrer dans un service de santé scolaire avec les médecins scolaires, les assistantes sociales et les psychologues de l'éducation nationale ; soit décentraliser nos postes vers les collectivités locales, pour couvrir toutes les missions de santé publique pour les 3-18 ans. Et sans moyens supplémentaires.* » Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que Jean-Michel Blanquer saisisait l'opportunité de l'épidémie pour avancer ses réformes...

OLIVIER CHARTRAIN

**« NOUS AVONS ÉTÉ
MISES EN DANGER.
DES COLLÈGUES ONT
DÛ PRATIQUER
DES SOINS AVEC
DE SIMPLES MASQUES
GRAND PUBLIC. »**

SANDIE,
INFIRMIÈRE



LES PARENTS AIMENT LES PROFS... MOINS LEUR MINISTRE

La crise sanitaire n'a pas éloigné les parents d'élèves des enseignants. 75 % d'entre eux pensent que les professeurs l'ont bien gérée, selon un sondage réalisé par Ipsos pour la FSU. Ils sont en revanche 55 % à ne pas être satisfaits de la gestion par le ministre, Jean-Michel Blanquer, un score qui monte à 70 % côté corps enseignant. L'impact sur les apprentissages est un sujet central de préoccupation pour les uns comme pour les autres (77 % des enseignants, 60 % des parents). Tous sont très favorables à l'autonomie pédagogique : 83 % des enseignants la jugent essentielle, comme 61 % des parents. Les sujets d'inquiétude sont d'abord la santé (64 % des enseignants, 44 % des parents), avant le terrorisme (55 % et 47 %).

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Outre les soins, les infirmières scolaires ont aussi un travail d'écoute et de soutien moral. Ici, un élève dans la salle d'attente de l'infirmier du lycée. Baziz Chibane/LA VOIX DU NORD/MaxPPP